



PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme
Et de l'Environnement

Chartres, le 1^{er} septembre
2008

Affaire suivie par :
Mme Colombe POITRIMOL
Tél. : 02 37 27 70 95
Fax : 02 37 27 72 55
colombe.poitrimol@eure-et-loir.pref.gouv.fr

0252620080901apc

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

SOCIETE CEMEX GRANULATS

PRESRIPTIONS COMPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION POUR LA CARRIERE DE BEAUVILLIERS

SITUÉE LIEUX-DITS « LA SABLONNIÈRE » « LE BOIS DES PLACES » ET « LA FOLIE » - N°ICPE :
2526

REF : CAR08069APC-CEMEXSABLONNIÈRE

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le titre 1^{er} du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 512-3, L. 512-7, R. 512-28 et R. 512-31 ;

Vu le code minier ;

Vu la loi n° 93-3 du 04 janvier 1993 relative aux carrières ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations des carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2222 du 22 juin 1995 imposant des prescriptions à la S.A. LES CALCAIRES DE BEAUCE en vue de l'exploitation d'une installation de concassage, criblage, lavage de produits minéraux naturels sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2265 du 26 novembre 1997 autorisant la S.A. LES CALCAIRES DE BEAUCE à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2003 transférant les autorisations d'exploiter accordées par arrêtés préfectoraux susvisés au profit de la SOCIETE SABLIERES ET ENTREPRISES MORILLON CORVOL, et autorisant la SOCIETE SABLIERES ET ENTREPRISES MORILLON CORVOL à exploiter en régularisation, la partie Nord de la parcelle cadastrée ZL11 sur la commune de Beauvilliers, pour une surface de 0,9 ha ;

Vu le courrier du 04 décembre 2006 par lequel l'exploitant informe Monsieur le Préfet qu'à compter du 1^{er} janvier 2007, le nouveau nom de son enseigne sera CEMEX GRANULATS ;

Vu le schéma départemental des carrières d'Eure-et-Loir ;

Vu la circulaire n° 96-52 du 02 juillet 1996 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, et notamment l'article 23 de cette circulaire ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Centre, en date du 05 juin 2008 ;

Vu le courrier de la société CEMEX GRANULATS en date du 20 mars 2008 ;

Vu l'avis émis par la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant l'insuffisance d'aménagement et des mesures prises par l'exploitant sur la carrière permettant de répondre aux engagements pris par la profession des carriers en matière de transport, chargement et mesures relatives aux véhicules et repris dans le schéma départemental des carrières, ainsi qu'à l'objectif de propreté de la voie publique prescrit à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

Considérant qu'il y a lieu d'homogénéiser les prescriptions de cette carrière au vu des engagements pris par l'exploitant ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en raison du risque pour la sécurité publique lié aux dépôts ou la présence de matériaux sur la voie publique ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

ARTICLE 1 –

La société CEMEX GRANULATS, dont le siège social est situé 2 rue du Verseau – zone Silic – 94150 Rungis, autorisée à exploiter une carrière et une installation de traitement des matériaux aux lieux-dits « La Sablonnière », « Le Bois Placés » et « La Folie » sur le territoire de la commune de Beauvilliers dans les conditions fixées par les arrêtés préfectoraux susvisés, doit respecter les dispositions complémentaires suivantes :

ARTICLE 1.1 – ACCES ET VOIES DE CIRCULATION

Toutes les mesures sont prises pour limiter les nuisances (poussières, matériaux et boues sur la route, dégradation de la voirie...) et les risques liés à la circulation des camions. Il s'agit principalement du contrôle de chargements, du nettoyage des camions, du nettoyage de l'accès si nécessaire, de la recommandation de bâchage des chargements, de la signalisation sur les routes,...

L'exploitant met à disposition des chauffeurs un quai de bâchage des camions.

Les accès à la carrière disposent d'une autorisation du gestionnaire du réseau concerné.

Les véhicules sont pesés avant la sortie de la carrière. L'exploitant dispose d'un moyen de pesée des chargements avec délivrance de bons de pesée sur le site de la carrière.

Une installation de nettoyage avec recyclage des eaux de lavage des roues est installée avant la sortie de carrière.

L'installation de nettoyage est nettoyée selon les préconisations du constructeur et aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. L'exploitant consigne chaque nettoyage (nature, date) sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre est conservé par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L. 131-8 et L. 141-9 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 2 –

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 –

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par l'arrêté d'autorisation, par le présent arrêté, et par les autres arrêtés complémentaires peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

ARTICLE 4 –

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la société CEMEX GRANULATS.

ARTICLE 5 –

Le présent arrêté sera notifié à la société CEMEX GRANULATS.

Ampliations en seront adressées au maire de la commune de Beauvilliers, au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre et aux chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande d'autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 6-

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir, Monsieur le Maire de la commune de Beauvilliers, Monsieur le Directeur Régional de l'industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

LE PREFET,

Signé : Jean-Jacques BROT

POUR COPIE CONFORME